



Assemblée générale

Distr. générale
15 décembre 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 105 h) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations :

nominations d'un membre du Corps commun d'inspection

Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection

Note du Président de l'Assemblée générale

1. Comme indiqué au paragraphe 3 de la note du Secrétaire général en date du 17 juillet 2008 (A/63/108), l'Assemblée générale est tenue, au cours de sa présente session, de nommer un membre du Corps commun d'inspection afin de pourvoir le siège qui deviendra vacant le 31 décembre 2009, à échéance du mandat de Tadanori Inomata.
2. Conformément aux procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et aux dispositions de la résolution 61/238 de l'Assemblée générale, le Président de l'Assemblée générale, après avoir tenu les consultations nécessaires au sujet de la candidature présentée par le Groupe des États d'Asie, a prié le Japon de proposer un candidat (voir annexe I).
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, il importe que le candidat ait de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes, et qu'il connaisse le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.
4. Le Président de l'Assemblée générale a tenu les consultations prévues au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec le Président du Conseil économique et social et avec le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses reçues du Président du Conseil et du Secrétaire général aux lettres identiques adressées le 17 novembre 2008 par le Président de l'Assemblée sont jointes en annexe à la présente note (voir annexes II et III).



5. Ayant mené à bien les consultations prescrites, le Président de l'Assemblée générale a l'honneur de soumettre à l'Assemblée la candidature de Tadanori Inomata (Japon) en tant que membre du Corps commun d'inspection pour un mandat de cinq ans débutant le 1^{er} janvier 2010 et venant à échéance le 31 décembre 2014.

Annexe I

Note verbale en date du 18 janvier 2008, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement japonais a décidé de présenter la candidature de M. Tadanori Inomata à l'élection d'un membre du Corps commun d'inspection qui se tiendra à l'occasion de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Le curriculum vitae de M. Inomata est joint à la présente note (voir pièce jointe).

La Mission permanente du Japon serait reconnaissante si les mesures nécessaires pouvaient être prises concernant cette candidature.

Pièce jointe**Curriculum vitae****Tadanori Inomata****Nationalité :** japonaise**Situation familiale :** marié, une fille**Formation**

1961-1965	Université Keio (Tokyo), licence de droit (sciences politiques, relations internationales)
1966-1967 et 1970-1971	Université Keio, maîtrise de droit (affaires publiques et relations internationales)
1966-1968	Faculté de droit et de sciences économiques, Université de Rennes (France)
1971-1972	Diplôme de l'Institut d'études et de formation internationales de Fujinomiya (Japon). Domaines étudiés : Europe et Chine, gestion internationale des affaires et langues (anglais et chinois)

Expérience professionnelle

1966	Ministère des affaires étrangères
1966-1970	Attaché à la délégation du Japon auprès de l' Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
1970-1975	Division des affaires économiques, Bureau de l'Organisation des Nations Unies
1975-1978	Administrateur, Organisation de coopération et de développement économiques
1978-1982	Division des affaires économiques, Bureau de l'Organisation des Nations Unies
1982-1984	Directeur adjoint, Division des ressources énergétiques, Bureau des affaires économiques
1984-1987	Directeur adjoint, Division des produits manufacturés, CNUCED
1988-1993	Conseiller, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
Mai 1993-septembre 1995	Directeur exécutif, point de contact pour le Groupe des fournisseurs nucléaires (Vienne)
Septembre 1995-novembre 1996	Ministre, Mission permanente du Japon auprès des organisations internationales à Vienne
Novembre 1996-mars 1999	Consul général du Japon à Montréal (Canada)

Avril 1999-mars 2002	Professeur de relations internationales à l'École supérieure pour l'étude de la coopération internationale, Université de Kobe (Japon)
Avril 2002	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Costa Rica
Août 2004	Nommé membre du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies
Depuis janvier 2005	Inspecteur du Corps commun d'inspection

Appartenance à des organes multilatéraux

1988-1994	Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
1989-1998	Membre du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies
1992-1996	Président du Comité permanent du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
1992	Vice-Président du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
1996-2006	Membre de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins
1994-1995	Président du Groupe de travail sur la coopération maritime de la Commission des stupéfiants
1996-1997	Président de la Commission pour la prévention du crime et de la justice pénale
1999 et 2001	Président du Sous-Comité d'examen des projets du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal
2003	Président du Comité exécutif du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal
2004	Président du Comité directeur sur l'évaluation et l'examen du mécanisme financier pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal

Participation à des réunions et conférences internationales

CNUCED : quatrième, cinquième et septième Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement, Conseil du commerce et du développement

Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme

Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

OCDE : Comité d'aide au développement

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : réunions du GATT et session annuelle des Parties contractantes à l'Accord et du Conseil des représentants (1984-1987)

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : Conférence générale, Conseil des gouverneurs et Comité administratif et budgétaire

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) : Conférence générale, Conseil du développement industriel, Comité du programme et du budget

Groupe de Genève : New York et Genève

Organisations et organismes participant au Corps commun d'inspection : ONU, fonds et programmes des Nations Unies, institutions spécialisées et AIEA

Conventions multilatérales sur l'environnement : conférences et réunions des parties contractantes

Principales publications et principaux travaux universitaires

Examen de la gestion et de l'administration de l'Organisation maritime internationale (OMI) (JIU/REP/2007/7)

Programme d'aide humanitaire des Nations Unies pour la lutte contre les catastrophes : les enseignements de la catastrophe du tsunami dans l'océan Indien (JIU/REP/2006/5)

Évaluation de la budgétisation axée sur les résultats dans les opérations de maintien de la paix (JIU/REP/2006/1)

External review of the implementation of strategic budgeting within a results-based management framework in the International Labour Organization (ILO) (JIU/REP/2005/6)

« Quebec and Asia: Lessons of Japan-Quebec Relations in the Post-Referendum Period », *The American Review of Canadian Studies*, the Association for Canadian Studies in the United States, Washington, été 2002.

Toward Integrating the Implementation of Multilateral Environmental Agreements-Reflection on the Harmonization of Measures to Protect the Ozone Layer and the Global Climate System, *Gaimushou Chousa Geppou* (revue du Ministère japonais des affaires étrangères), Tokyo, décembre 2001.

« The Internet and the United Nations Public Policy Networks », *Gaimushou Chousa Geppou*, Kobé, juin 2001.

« Reexamining the Certain Expenses of the United Nations: Towards a Coherent Financing of the United Nations as International Public Goods », *Gaimushou Chousa Geppou*, Kobé, février 2001.

« Establishment of the United Nations Peacekeeping Reserve Fund: Towards an Effective System of Peacekeeping Financing », *Gaimushou Chousa Geppou*, Kobé, novembre 2000.

« A study of the Framework of International Cooperation for the Protection of the Ozone Layer under the Montreal Protocols », *Gaimushou Chousa Geppou*, juin 2000.

« Administration and Management for the Peace Tasks of the United Nations Secretariat », *Kokusai Mondai* (Revue mensuelle de l'Institut japonais des affaires internationales), Tokyo, novembre 1993.

« The meaning of Consensus in North-South Negotiations », *Hougakukenyu* (revue de la Faculté de droit de l'Université Keio), Tokyo, mars 1983.

« Evolution of Energy Issues in the United Nations System », *Kokusaishigen* (revue spécialisée de l'Association du Ministère des affaires étrangères pour l'étude des ressources naturelles et de l'énergie), Tokyo, février-avril 1979.

« Consensus-Making and the System of Representation in International Economic Organizations: Comparative Case Studies of the Economic and Social Council and UNCTAD », *Gaimushou Chousa Geppou*, Tokyo, novembre 1971.

Distinctions

Août 2004, décoré de la Orden Nacional Juan Mora Fernández en el grado de Gran Cruz Placa de Plata (République du Costa Rica)

Septembre 2007, Implementers Awards du Protocole de Montréal

Annexe II

Lettre datée du 18 novembre 2008, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil économique et social

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre en date du 17 novembre 2008 concernant la nomination par le Gouvernement japonais de M. Tadanori Inomata à un siège du Corps commun d'inspection qui deviendra vacant au 31 décembre 2009.

En ma qualité de Président du Conseil économique et social, et conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, j'ai examiné les qualifications du candidat proposé et j'ai le plaisir de vous faire savoir que je soutiens pleinement la candidature de M. Inomata (Japon).

Le Président du Conseil économique et social
(*Signé*) Léo Mérorès

Annexe III

Lettre datée du 9 décembre 2008, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 17 novembre 2008 concernant la proposition de nomination à un siège devenu vacant du Corps commun d'inspection à compter du 1^{er} janvier 2010.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, j'ai le plaisir de vous faire savoir que je soutiens, en ma qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, la nomination de M. Tadanori Inomata (Japon) pour un mandat de cinq ans se terminant au 31 décembre 2014.

(Signé) **Ban Ki-moon**
